

Burkina Faso : en finir avec l'ère Compaoré

Amzat Boukari-Yabara

Number 779, July–August 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/78148ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Boukari-Yabara, A. (2015). Burkina Faso : en finir avec l'ère Compaoré. *Relations*, (779), 30–31.



Burkina Faso : en finir avec l'ère Compaoré

Malgré la révolte populaire qui a chassé l'ex-président, beaucoup reste à faire pour tourner la page sur son régime.

AMZAT BOUKARI-YABARA

L'auteur, chercheur associé à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Paris, a publié *Africa unite ! Une histoire du panafricanisme* (La Découverte, 2014)

Le 30 octobre 2014, après 27 ans passés au pouvoir, et à la veille d'une modification constitutionnelle qui lui aurait permis de se représenter pour un nouveau quinquennat renouvelable deux fois, le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, a été renversé par un mouvement d'insurrection populaire. Depuis, dans un environnement politique national tendu, au cœur d'une région sahélienne en crise et à la croisée de différents intérêts géostratégiques, le pays vit une transition délicate. La patrie de Thomas Sankara¹, l'une des figures africaines les plus populaires du XX^e siècle, saura-t-elle refermer les pages sombres de son histoire et ouvrir de nouveaux horizons ?

SANKARA ET LE « PAYS DES HOMMES INTÈGRES »

Territoire enclavé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est peuplé par des ethnies diverses à l'origine de plusieurs royaumes précoloniaux, dont celui des Mossi. Intégré au bloc colonial de l'Afrique occidentale française, il obtient son indépendance le 5 août 1960, sous le nom de Haute-Volta. Dès lors, le pays connaît plusieurs expériences révolutionnaires et militaires. Ainsi, en 1983, une succession

de coups d'État aboutit à l'arrivée au pouvoir d'un jeune capitaine : Thomas Sankara.

Inspiré par la révolution cubaine, souhaitant redynamiser le panafricanisme et la solidarité internationale envers les peuples opprimés, Sankara donne au pays son nouveau nom en août 1984. Le Burkina Faso, présenté comme l'un des pays les plus pauvres du monde, devient alors un laboratoire de politiques économiques et sociales progressistes et anti-impérialistes.

Sous l'égide des Comités de défense de la révolution, l'ensemble de la population (notamment les paysans, les jeunes, les femmes) est mobilisée pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, vaincre l'analphabétisme, le chômage, la désertification, les maladies et la pauvreté, afin de gagner la bataille du développement. En dénonçant la dette et « l'aide » conditionnelle des bailleurs de fonds étrangers, et en menant une diplomatie sans concession envers les puissances occidentales et leurs dépendances africaines, Sankara finit par menacer de nombreux intérêts. Ainsi, le 15 octobre 1987, il est assassiné en compagnie de 12 autres personnes lors d'un coup d'État qui porte au pouvoir son ancien camarade, Blaise Compaoré.

LE BURKINA FASO DE COMPAORÉ

Affirmant ne pas vouloir s'accrocher au pouvoir, Compaoré décide alors néanmoins d'opérer une « rectification » de la révolution en réintégrant le pré-carré africain de la France et en éliminant les cadres sankaristes. Pour répondre aux exigences d'ouverture politique énoncées dans le discours du président français François Mitterrand à La Baule, le 20 juin 1990, son régime militaire fait illusion en se dotant des attributs minimalistes de la démo-

cratie (constitution, élections, multipartisme). Le Burkina Faso se convertit aussi au néolibéralisme, qui remet en cause les acquis sociaux de la révolution et favorise la corruption, le népotisme et le clientélisme, notamment dans les secteurs industriel, foncier et minier.

Sur le plan des libertés, le régime de Compaoré n'hésite pas à réprimer les opposants, conduisant le célèbre historien et opposant politique Joseph Ki-Zerbo à dénoncer une « paix des cimetières ». Ainsi, l'implication de proches du président dans l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, le 13 décembre 1998, ouvre une grave crise politique qui conduit le régime à réintroduire la clause limitative des mandats présidentiels. Chaque anniversaire de la disparition de Sankara et de Zongo ravive l'hostilité de la population envers le régime.

En 2008, l'économie burkinabé, qui connaissait jusque-là un taux d'inflation inférieur à 3 %, voit ce taux passer à plus de 10 %. Pour ce pays qui souffre de la dépendance monétaire au franc des Communautés financières d'Afrique (franc CFA) et qui est tributaire, pour ses approvisionnements, d'une Côte d'Ivoire alors en pleine guerre civile, la crise économique débouche sur une crise politique et sociale à laquelle le gouvernement répond en diminuant certaines taxes et en réduisant également son budget. En même temps qu'éclatent les « émeutes de la faim » dans plusieurs villes du pays, en février 2008, les paysans du Burkina Faso, premier producteur africain de coton, sont également affectés par la crise qui touche ce secteur.

Un troisième cycle de crise survient au printemps 2011, lorsque la mort d'un collégien de Koudougou, victime d'une bavure policière, déclenche une insurrection de la jeunesse qui semble





en mesure de prendre l'ampleur des mouvements populaires survenus en Égypte et en Tunisie. La répression du mouvement vient saper le peu de légitimité qui restait à un régime englué dans plusieurs scandales politico-financiers.

LA CHUTE D'UN RÉGIME VÉROLÉ

Durant toute cette période, Compaoré a joué avec la modification de la durée des mandats pour être réélu (1998, 2005, 2010) face à une opposition divisée. Fin stratège, il a également assis sa légitimité en endossant l'habit de médiateur dans plusieurs conflits africains (Côte d'Ivoire, Guinée-Conakry et Mali, notamment). Autoritaire dans son propre pays, Compaoré a ainsi réussi à gagner le statut de « sage » et d'« homme fort » aux yeux de la communauté internationale, ce qui lui a permis de rejeter les critiques l'accusant de n'être qu'un pompier-pyromane au service des intérêts français et américains.

En dépit de l'hostilité grandissante de l'opposition et de la société civile ainsi que de la dissidence de plusieurs cadres de son parti – qui ont fondé, en janvier 2014, le Mouvement du peuple pour le progrès autour de l'ancien premier ministre Roch-Marc Christian Kaboré –, Compaoré est parvenu à rallier plusieurs partis politiques à son projet de révision constitutionnelle. Dès lors, la confrontation du peuple avec le régime, devenue inévitable, a abouti à la prise d'assaut de l'Assemblée nationale par des manifestants, le 30 octobre 2014, puis à la démission quasi immédiate de Compaoré, qui s'est réfugié aussitôt en Côte d'Ivoire, grâce à la France.

Reposant sur une coalition d'organisations de la société civile dont le Balai citoyen – un mouvement de la base fondé par Samsk Le Jah et Serge Bambara (connu sous le nom de Smokey), deux artistes engagés –, l'insurrection populaire n'a toutefois pas renversé le pouvoir. Après avoir tiré à balles réelles sur les manifestants, faisant une trentaine de morts, l'armée a en effet repris le contrôle. Le général

Honoré Nabéré Traoré, chef d'État major des armées, s'est d'abord auto-proclamé à la tête de l'État. Il sera supplanté par le numéro deux du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), le lieutenant-colonel Isaac Zida, qui deviendra le nouvel homme fort du pays jusqu'à ce que l'ancien diplomate Michel Kafando soit désigné président intérimaire de la transition du pays, le 21 novembre 2014. Avant même d'obtenir une reconnaissance internationale, Zida s'était rendu auprès de la plus haute autorité traditionnelle, le Mogho Naba (roi des Mossi), pour asseoir son autorité morale. Il avait

n'y changent rien. Dans quelle mesure Zida, lié à l'ancien régime, peut-il réellement s'en dissocier ? Contesté au sein du RSP, il l'est surtout par la population qui réclame la dissolution d'un corps militaire pro-Compaoré en mesure de déstabiliser tout nouveau régime qui serait élu sur la base d'un rejet de l'ère Compaoré.

Actuellement, la transition ne déroge pas à la règle. Les anciens cadres du régime déchu tentent de se racheter une virginité par le biais de nouvelles formations politiques. Représentée notamment par l'Union pour le progrès et



ensuite pris la tête d'un organe réunissant les représentants de l'armée, des partis politiques, des autorités religieuses et de la société civile afin de préparer une charte de la transition. Ratifiée le 16 novembre 2014, elle prévoit des élections dans un délai d'un an.

UNE TRANSITION VERROUILLÉE DE L'INTÉRIEUR ?

Le choix du président Kafando de nommer par la suite le lieutenant-colonel Zida au poste de premier ministre montre que le pouvoir civil reste subordonné au pouvoir militaire : les quelques annonces consensuelles et la promesse de réouverture de l'enquête sur la mort de Thomas Sankara

le changement de Zéphyrin Diabré et par l'Union pour la renaissance/Parti sankariste de Bénéwende Stanislas Sankara, l'opposition politique, qui n'a pu transformer la révolte populaire en une véritable révolution politique, doit quant à elle proposer une réelle alternative aux Burkinabés. Elle doit faire mentir un Blaise Compaoré persuadé que son départ du pouvoir livrera le pays au chaos. Quant aux défis auxquels Sankara souhaitait s'attaquer, ils sont plus que jamais d'actualité pour le Burkina Faso et pour l'ensemble de l'Afrique. ●

Manifestants protestant à Ouagadougou, le 28 octobre 2014, contre les plans de Blaise Compaoré de prolonger à plus de 30 ans son règne au pouvoir. Photo : ©PC/Newzulu

1. Voir Aziz Fall, « L'affaire Sankara », *Relations*, n° 719, septembre 2007.